

## Déclaration liminaire de la FSU - CDEN du 2 avril 2026

### Une équation budgétaire sans solution

Chut ! Le gouvernement est en pleine résolution d'équation budgétaire. Depuis 9 ans, la consigne donnée par le président reste la même. En substance, il dit :

“Vous devez conduire les finances de l'Etat à partir des données suivantes.

Service public = austérité, enveloppe réduite, gestion court-termiste

Premiers de cordée = priorité, fiscalité allégée, enrichissement croissant

Essayez de continuer à arroser les intérêts particuliers, les entreprises au détriment des services publics sans que cela ne se voit trop. Vous avez encore un an”.



Au bout d'une décennie, cette politique pèse très lourd.

**Lourd parce qu'elle a organisé l'assèchement des ressources de la puissance publique.** La Cour des Comptes estime d'ailleurs que les baisses d'impôts qui ont été progressivement mises en œuvre ont provoqué un manque à gagner de 62 milliards d'euros sur la seule année 2024 (soit l'équivalent du budget de l'Éducation nationale hors enseignement supérieur). Cumulé sur une décennie, ce sont des centaines de milliards qui manquent pour l'Etat et les collectivités.

Depuis des années, les gouvernements successifs ont fait fondre les recettes sans que ces mesures aient d'effet important sur l'activité économique. Notre pays se retrouve sans ressources pour financer l'école, la santé ou la sécurité : des services publics qui jouent un rôle essentiel dans nos vies de tous les jours.

**Cette politique pèse lourd car elle est source d'accroissement des inégalités dans la société.**

Inégalités de revenus, d'accès à l'emploi, à la santé, au logement, aux études, aux loisirs, à la culture, à la consommation de base. Le taux de pauvreté est reparti à la hausse et frôle désormais les 16% de la population : près d'une personne sur sept est pauvre dans notre pays. C'est à dire qu'à minima 3 à 4 enfants de nos classes vivent dans des familles qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

**Pour notre organisation, un rééquilibrage global du système fiscal est une nécessité impérieuse pour réduire les inégalités et la fracture sociale.** Contrairement au sens commun selon lequel les citoyens, les citoyennes seraient par principe opposés à toute taxation, les mesures mises en œuvre au service de l'intérêt général et répondant à des besoins largement reconnus pourraient renforcer le consentement à l'impôt, pilier de toute démocratie digne de ce nom. A défaut, le tout individualisme fiscal et la croissance des inégalités qui l'accompagne sont un terreau fertile pour les idées désignant l'autre comme responsable de ses malheurs.

### Baisse démographique et pénurie de personnels

Côté éducation nationale, nous vivons actuellement un double phénomène historique : la baisse importante du nombre d'élèves et le recul du nombre de personnels.

Largement lié au recul des naissances, la baisse du nombre d'élèves scolarisés est observable aux plans national et départemental. Entamée en 2014 et projetée jusqu'à 2030, ce (probable) recul de près de 30% des naissances va radicalement changer la donne.

Face à cette situation, deux choix sont possibles :

1/ réduire le nombre d'enseignant·es pour maintenir la taille des classes au niveau actuel  
ou

2/ maintenir le nombre d'enseignant·es afin de réduire la taille des classes de 4 élèves en moyenne.

**Le premier scénario** générerait des économies à court et moyen terme (jusqu'à 3,4 milliards par an pour une réduction de 50 000 postes en 2034) mais il prive les élèves des gains associés à des classes moins chargées. En effet, la baisse de la taille des classes a des effets positifs sur les apprentissages, le taux d'emploi, la réussite sociale, qui sont très bien documentés par la littérature scientifique. Ils se traduisent sur le long terme par des salaires (pour les élèves) et des recettes fiscales (pour la puissance publique) plus élevés. En clair, les investissements d'aujourd'hui dans l'éducation feront les bénéfices sociaux et fiscaux de demain. De plus, la réduction de la taille des classes est source de mieux être au travail pour les enseignant·es. Des salarié·es mieux dans leur travail sont au final moins coûteux pour la société car en meilleure santé.

**Dans le second scénario**, au regard de l'effet positif de la baisse du nombre d'élèves par classe évoqué à l'instant, ce choix permettrait, à terme, des surplus salariaux de 4,5 milliards d'euros par an, ainsi que des recettes fiscales augmentées de 2,9 milliards.

Au final, la réelle économie réalisée dans le premier scénario austéritaire est de seulement un demi-milliard par an sur les 3,5 espérés car il est nécessaire, dans tout calcul, d'associer économie budgétaire et perte fiscale.

On peut donc dire qu'1€ net économisé aujourd'hui en réduisant le nombre d'enseignant·es se traduira par une perte économique de 9€ à terme. A contrario, 1€ d'investissement maintenu dans l'école aujourd'hui se traduira par un bénéfice de 7,4€ demain.

La baisse démographique, conjuguée au scénario du maintien du nombre de postes d'enseignant·es, serait donc l'option la plus efficace économiquement et socialement. Cela permettrait de réduire mécaniquement et significativement la taille des classes de 4 élèves en moyenne et de recréer des postes de maîtres et maîtresses surnuméraires, de RASED, dans toutes les spécialités au regard des besoins territoriaux.

Autre phénomène historique en lien avec le précédent : le départ massif des enseignant·es à la retraite. Près d'un tiers des collègues devrait quitter le métier d'ici 2030. Même si la baisse démographique sera continue et que le gouvernement actuel choisit l'économie de court terme, la pénurie de personnels sera croissante. Les recrutements étant très largement insuffisants, et les départs volontaires en augmentation, nous percevons déjà les restrictions sur les droits des personnels (temps partiels, autorisations d'absence) et le recours massif aux contractue·lles à venir. Encore une fois, les personnels vont payer cher le manque d'ambition et d'anticipation des gouvernants.

## **Conditions de travail dégradées**

Cela n'empêchera pas ledit gouvernement d'inventer le récit autour d'une école inclusive réussie. L'inclusion a des moyens, nous répond-on souvent : il n'y a qu'à voir le développement des PAS, le déploiement des EMAS, la montée en charge des PCO... Ces dispositifs ne suffisent pas parce qu'ils ne viennent pas soulager concrètement la charge et la difficulté que représentent la scolarisation d'un élève EBEP ou en situation de handicap dans une classe ordinaire. Ces dispositifs n'apportent pas de regard éclairant sur l'élève, ses difficultés, ses réussites, ce que peut apporter un RASED, parce que ces dispositifs sont éloignés de la classe, du terrain, des élèves. Ils raisonnent en dossier, en bilans, en administratif, quand l'enseignant·e, l'AESH, font face, au quotidien, à des cris, des crises, des gestes violents, des refus de travailler, des tentatives de fuite face aux regards médusés, parfois apeurés des autres élèves.

Les moyens humains manquent également et les AESH sont considéré·es comme de simples pions que l'on déplace au gré des nouvelles notifications ou des difficultés de prise en charge des élèves. Ces changements sont rarement concertés, au mépris des contraintes personnelles et du travail engagé auprès des élèves. Lorsqu'une AESH est déplacée, les EDT des élèves et des personnels sont modifiés, les élèves ayant un suivi mutualisé se voient retirer des heures d'accompagnement sans explication. Et si les AESH ont l'audace de faire remonter des difficultés, on leur répond qu'elles peuvent toujours démissionner !

Rapidement, le public scolaire change, les enjeux sociétaux évoluent, mais la formation initiale et continue des personnels ne suit pas le rythme. Enseigner est un métier de plus en plus exigeant et il ne suffit pas d'inventer des pilotes à tous les étages pour faire réussir notre système éducatif.

Il ne suffit pas de se donner une bonne conscience "scientifique" bardée d'évaluationnisme annuelle pour changer les pratiques enseignantes et faire réussir les élèves.

Une école qui réussit commence par prendre soin de ses personnels, par les payer décemment, par les former utilement, par leur donner les conditions d'exercer pleinement leur mission. Une société qui réussit se préoccupe de ses services publics, protège les plus faibles et place la solidarité au cœur de son projet.

Rien de tout cela n'est sur la table aujourd'hui dans la politique conduite. C'est pourquoi notre organisation appelle les personnels à la grève en ce mardi 31 mars 2026.

## **Carte scolaire**

Côté projet de carte scolaire départemental, nous constatons cette année que ce pourrait être le rural qui paierait la facture du retrait de postes. Le dispositif de co-enseignement, particulièrement ciblé, a pourtant fait ses preuves. Travailler en classe unique à deux n'est pas un luxe, c'est une nécessité au regard de l'ampleur de la tâche. Le contexte de baisse démographique peut permettre de maintenir des dispositifs d'aide aux petites écoles rurales tels que le co-enseignement, le soutien ruralité ou toute autre dénomination que l'on trouvera.

Sur les directions uniques imposées, les assouplissements proposés, les fusions déguisées, les glissements suggérés, les postes bloqués au mouvement, les menaces de fermeture en cas de non acceptation de fusion, les documents non communiqués... nous constatons que les méthodes utilisées ne sont toujours pas respectueuses des acteurs et des actrices. Le flou, la menace insidieuse ne peuvent être des méthodes de gestion appropriées.

Cela contribue à rompre la confiance entre les personnels et leur hiérarchie et ce n'est pas ce dont nous avons besoin dans le contexte actuel.

Pour la FSU-SNUipp, le contexte actuel appelle à la sérénité. L'école a besoin de confiance. Le projet de ses acteurs et de ses actrices à tous les niveaux, reste et doit rester la réussite de toutes et tous les élèves. L'objectif doit être d'enrayer la reproduction des inégalités sociales dont l'école se fait malgré elle, le vecteur. Pour la FSU-SNUipp, un des principaux leviers réside dans l'effort budgétaire nécessaire pour l'école primaire qui est d'ailleurs particulièrement délaissée, puisque nous dépensons environ 10% de moins que d'autres pays comparables aux nôtres pour l'école maternelle et l'élémentaire.

## **2nd degré : encore et toujours moins !**

Alors que la France a les classes les plus chargées d'Europe, l'argument de la baisse démographique masque mal l'abandon de toute ambition de redresser la situation d'une école en état de délabrement avancé. Cela ne fait que 2 ans que les effectifs sont en baisse au niveau du collège, mais cela n'a pas empêché le gouvernement de supprimer des postes depuis 2018.

Pour la rentrée prochaine, ce sont pas moins de 105 ETP qui disparaissent dans les collèges de l'académie. En Ardèche, c'est plus de 15 ETP qui sont supprimés, soit l'équivalent d'un petit collège qui est rayé de la carte. Dans ces conditions, la répartition de la pénurie est de plus en plus douloureuse, que ce soit à l'échelle départementale ou à celle des établissements. Si les moyens horaires étaient des pièces de monnaie, on pourrait dire que l'administration en est réduite à faire les poches des établissements !

La baisse des moyens a des effets désastreux sur les conditions d'enseignement. Le nombre d'élèves par classe augmente dans de nombreux établissements. Mais il faut encore supprimer des dispositifs d'accompagnement et de groupes à effectifs réduits, alors même que tous les signaux sont en train de passer au rouge en matière de climat scolaire, de santé mentale, et de difficultés d'apprentissage.

La baisse des moyens dégrade aussi fortement les conditions de travail. Davantage de collègues sont envoyés sur les routes avec des compléments de service (partagés entre plusieurs établissements, parfois très éloignés les uns des autres) et contraignent les chefs d'établissement à imposer toujours plus d'heures supplémentaires aux enseignant-es, dégradant les conditions de travail et la capacité des équipes à s'investir dans des projets et dans l'accompagnement des élèves. La fatigue professionnelle et le sentiment de perte de sens du métier est désormais généralisé parmi l'ensemble des personnels.

## **Budget départemental**

Les choix budgétaires se déclinent également au niveau des politiques régionales et départementales. La part du budget du Département consacrée aux collèges baisse de plus de 10%. Il faut désormais piocher dans les fonds de réserve des établissements pour boucler

les budgets des établissements. Nous exprimons notre inquiétude quant aux conséquences de cette baisse, que ce soit en matière d'investissement pour rénover les collèges et les adapter aux effets du réchauffement du climat, ou en matière de soutien aux projets pédagogiques via "atouts collèges". Nous réaffirmons l'importance d'un soutien financier aux sorties et voyages scolaires qui permettent l'ouverture culturelle et citoyenne des élèves, lorsque les équipes sont (encore) en capacité de les porter.

Pour la FSU, ces restrictions budgétaires doivent conduire à interroger et à prioriser les actions du Département. Nous dénonçons la gabegie financière des pochettes pour les téléphones portables des collégiens et pour les uniformes au collège privé du Cheylard. Par ailleurs, selon nous, le financement du privé ne devrait pas excéder la part réglementaire, alors même que la ségrégation scolaire ne cesse de se renforcer à son profit, avec une concentration toujours plus importante d'élèves des classes sociales favorisées. Nous dénonçons également les politiques d'équipement en caméras, badges, portiques qui sont particulièrement coûteuses et n'ont de sécuritaires que le nom. C'est de personnels dont nous avons besoin, pas de moyens de techno-surveillance !

Enfin, nous dénonçons la volonté de la région de faire payer aux usagers le poids des restrictions budgétaires. L'augmentation de 40€ en 2 ans du coût du transport scolaire pour les familles est inacceptable (près de 45%). L'école publique doit être gratuite pour les collégiens et les lycéens, transport inclus !

#### **Instrumentalisation du climat scolaire**

La récupération politique de chaque cas de violence réelle ou supposée se systématise. Le jeudi 5 février, M Amrane, président du Conseil départemental, accompagné de M Feroussier, vice-président du Conseil départemental, et de M Brottes, maire de La Voulte, a posté une vidéo sur Facebook, dans laquelle il instrumentalise de façon grossière un incident survenu aux abords du collège. Cette vidéo, filmée de nuit, devant le collège, sans aucune coordination avec les personnels du collège, ne vise qu'à mettre de l'huile sur le feu pour faire le buzz et justifier sa politique sécuritaire. Non seulement, il a jeté en pâture à la vindicte populaire l'élève impliqué et sa famille, mais il a suscité un climat de psychose qui a mis tous les personnels de la communauté éducative et même les familles en difficulté. Ce sont des méthodes indignes de la part d'élus républicains !

La sécurité des personnels et des élèves ne peut se réduire à des réponses uniquement sécuritaires. Elle exige une politique éducative ambitieuse : plus de moyens, plus de prévention, plus d'accompagnement, plus de temps éducatif, et une reconnaissance réelle du travail de l'ensemble des personnels. Ce sont ces moyens humains et l'intervention des AED et de la direction qui ont permis d'éviter une situation plus grave. Toutes choses auxquelles la préparation de la rentrée 2026 tourne le dos !

